

Le budget—M. Smith

L'autre jour, le principal économiste du Conference Board du Canada a dit avec réalisme qu'on ne peut pas prétendre sérieusement que le Canada par lui-même, ou son gouvernement, pourrait régler tous les problèmes des économies de l'Ouest. Les taux d'intérêt sont élevés aux États-Unis, ils le sont également au Canada. Il y a beaucoup de chômeurs aux États-Unis, et c'est la même chose au Canada. Heureusement pour les Américains, ils ont réussi à faire baisser le taux d'inflation. Ils ont eu plus de succès que nous dans ce domaine. Si les Canadiens veulent se sortir de la récession, ils doivent faire le nécessaire pour juguler l'inflation. Nous devons faire face à la réalité. Ce ne sera pas facile, mais c'est de l'honnêteté et de la responsabilité de la part du gouvernement, ce dont le ministre des Finances (M. MacEachen) a fait preuve hier soir.

Nous ne pouvons pas cacher notre dette et le ministre a parlé ouvertement de l'ampleur du déficit hier soir. Le déficit du Canada est de 19.5 milliards de dollars et, à l'heure actuelle, plus de 20 p. 100 des dépenses fédérales sont affectés au service de la dette.

Soyons honnêtes et examinons les moyens que le gouvernement peut prendre pour essayer de nous dégager de la récession. Premièrement, pouvons-nous nous en sortir en dépensant encore davantage? D'après ce que le député de York-Peel (M. Stevens) nous a dit, je suppose que non. A mon avis, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser monter indéfiniment le pourcentage des dépenses fédérales consacrées au service de la dette. Si nous le faisons, nous aurions des déficits de plus en plus lourds et nous finirions par tomber si bas que nous ne serions peut-être jamais capables de nous relever.

● (2050)

Que demande le NPD au gouvernement? Je ferais remarquer qu'il a de la suite dans les idées. Il nous demande uniquement de dépenser. Il exige que le gouvernement crée d'autres emplois même si, ce faisant, nous nous endettons, la valeur du dollar baisse, le coût des importations augmente et si au besoin, nous devons imposer des contrôles. Il semble être prêt à cela. A mon avis, ce n'est pas une attitude sérieuse qui permettrait au Canada de sortir de la récession.

Le gouvernement peut-il fournir un emploi à tous les chômeurs au Canada? Nous aimerions, j'en suis persuadé, pouvoir le faire grâce à la création directe d'emplois, mais, chose certaine, nous n'avons pas les moyens voulus. Toutefois, nous pouvons tenter d'adopter un programme raisonnable qui stimulera certaines régions, notamment les plus durement touchées par le chômage. Si nous voulions à la longue faire de la société canadienne une société socialistes, nous aurions peut-être tous des emplois, mais nous nous retrouverions dans la même posture que la Pologne. J'ai trouvé divertissant un article que j'ai lu au sujet de la récente crise économique dans ce pays. Un travailleur aurait déclaré: «Il existe ici plusieurs mythes. Le gouvernement prétend que tout le monde est payé et tout le monde en retour prétend travailler.»

Tels ne sont pas les principes que préconise le parti libéral. Contrairement à ce qu'on pourrait croire en écoutant le député de York-Peel, notre parti n'est pas un parti socialiste et le gouvernement croit en la justice sociale fondée sur la libre entreprise.

M. Huntington: C'était vrai autrefois, mais plus maintenant.

M. Smith: Examinons d'autres solutions proposées. Que dire des taux d'intérêt réduits artificiellement? Nous entendons l'opposition officielle le proposer jour après jour. Si nous acceptons les propos du député de York-Peel tels quels, nous ne devrions pas intervenir dans le jeu de l'offre et la demande. Nous ne devrions pas intervenir sur le marché, mais, d'autre part, nous entendons tous les jours certains de ses collègues prétendre que nous devrions abaisser artificiellement les taux d'intérêt. Il ne faudrait pas oublier que pour chaque emprunteur, il y a un prêteur. Le fait est que si le revenu de l'argent est plus élevé aux États-Unis qu'au Canada, c'est aux États-Unis que la plupart des gens investiront.

M. Huntington: Qu'en est-il de la Suisse et du Japon?

M. Smith: L'exode des capitaux entraîne un certain nombre de conséquences. Notre monnaie se déprécie. Le coût des importations augmente. Il en résulte une autre spirale inflationniste qui, en retour, fait grimper les taux d'intérêt. Ce n'est pas une solution valable au problème.

On entend parfois dire aussi qu'il est possible de stimuler l'économie en grossissant le flux monétaire, en imprimant plus d'argent et en abaissant les taux d'intérêt. Toutes les circonstances que je viens d'énumérer seraient réunies si nous adoptions cette solution et faisons fi de toute prudence en ce qui concerne le déficit. Nous nous engagerions dans un abîme sans fond.

Cependant, certains députés d'en face—mais je ne les vise pas tous—n'hésitent pas à proposer ce genre de solution presque chaque jour. Si nous les suivions, le remède serait pire que le mal. A mon avis, certains députés de l'opposition ne servent ni la population du Canada ni le processus politique lorsqu'ils affirment qu'il existe en fait un remède miracle ou une solution facile. Ces députés sont très portés sur la critique, mais très peu sur les solutions de rechange.

M. MacKay: C'est aussi l'impression que vous nous donnez.

M. Smith: Je le répète, les députés néo-démocrates au moins prônent toujours les mêmes mesures, c'est-à-dire dépenser sans se soucier du déficit. Ils voudraient que le gouvernement embauche davantage de monde et intervienne toujours plus, mais ce n'est pas la voie que le gouvernement ou le parti libéral a choisi de suivre. Quant aux conservateurs, il faut mettre ses lunettes pour distinguer les vrais conservateurs des néo-libéraux.

Un autre facteur qui, selon moi, a contribué à donner à de nombreux Canadiens l'impression qu'il existe des solutions toutes simples, c'est le rôle joué par les médias. Je ne veux pas critiquer tel ou tel journaliste en particulier...